



Malika Douaoui-Chamseddine
Université Sorbonne-Paris-Nord
Membre de l'IRDA (Institut de recherche
pour un Droit Attractif),

Nationalité française
Tél : +33 6 18 69 18 59
mdouaoui@free.fr

ACTIVITES UNIVERSITAIRES

2002 à ce jour (18 ANS) : Université Sorbonne Paris Nord– Maître de conférences

2012 – Obtention d'un congé pour recherche de 6 Mois

Septembre 2002 : nomination à un poste de Maître de conférences à l'IUT de Villetaneuse

Juillet 2001 : qualification aux fonctions de Maître de conférences

2000 À 2001 (2 ANS) : PARIS XIII, enseignante en qualité d'ATER (Attaché Temporaire d'enseignement et de Recherche) en introduction au droit et procédure pénale

1999 (1 AN) : Université PARIS XIII, Chargée de TD, droit pénal général (sous la direction du. Pr. F. Caballero)

FORMATION

2015 : Obtention de l'Habilitation à Diriger les Recherches devant un jury composé des Pr. Y. Chaput, B. Dondero, D. Guével, A.-C. Muller, A. Reygrobellet et J. Vallansan.

1999 : Docteur en droit Université Paris I Panthéon - Sorbonne Thèse sur l'influence des procédures collectives sur le crédit-bail", sous la direction de M. le Pr. Yves Chaput, avec félicitations du jury, mention très honorable et proposition pour une subvention de publication.

1999 : Obtention du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat-Ecole de Formation du Barreau de Paris

1996 : Diplôme d'études approfondies en droit du contentieux Université Paris II Panthéon-Assas, sous la direction de M. le Pr. Guinchard, mention assez bien

1993 : Diplôme de l'Institut d'études Politiques de Paris Section économique et financière, après admission au concours d'entrée de Sciences Po Paris

1991 : Maîtrise en droit des affaires Université Paris X Nanterre

1991 : Maîtrise de Langues Etrangères Appliquées Paris X Nanterre (Anglais, Espagnol)

LANGUES

Anglais : Très bon niveau

Espagnol : Perfectible très rapidement

ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

- Droit des sociétés
- Droit des entreprises en difficulté

- Droit bancaire et droit bancaire approfondi
- Droit du crédit
- Procédure pénale
- Introduction au droit
- Droit commercial général

RESPONSABILITÉS PEDAGOGIQUES ET SCIENTIFIQUES

Participation à des jurys d'examen au niveau national

- Participation aux examens blancs de l'IEJ de Paris XIII de 2003 à 2006
- Présidence du jury du Grand oral de l'examen d'entrée à l'école des avocats à l'IEJ de Paris XIII de 2018 à nos jours et depuis 2010 à l'université Paris V puis à l'Université de Paris

Participation à différents jurys de thèse en qualité de rapporteur

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- Directrice de la Licence banque en alternance puis en initial en 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010
- Membre suppléant de la commission des spécialistes en 2004, 2005, 2006, 2007, section droit privé, Université Paris 13
- Membre du comité de sélection en 2009, 2010, section droit privé, université Paris 13
- Membre du comité d'experts, dernier mandat en mars 2017
- Membre du Conseil de Département de l'IUT de Villetaneuse et de la Commission de choix de l'IUT de Villetaneuse chargée du recrutement de PAST et MCF associés à de nombreuses reprises
- Rapporteur pour le recrutement de Maître de conférences au sein de comités de sélection de l'Université Sorbonne Paris Nord
- Tutrice en apprentissage depuis 2002
- Membre du « comité de recrutement ATER » en 2020 en droit à l'Université Sorbonne Paris Nord

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

1. Ouvrages

Ouvrages collectifs :

- 1.1 Mégacode de commerce, édition 2002, Dalloz, réédition sous la direction du Pr. de Y. Chaput, intervention de M. Douaoui en qualité de co-auteur en charge de l'actualisation des rubriques suivantes : *établissements de crédit, crédit-bail, garanties indépendantes et prêt d'argent- intérêts*^[1]_[SEP]
- 1.2 « *Les défaillances bancaires et financières : un droit spécial ?* », 2014, Actes du colloque publiés in RDBF Nov.-déc. 2014, co-direction scientifique avec le Pr. Roussel-Galle.

2. Autres publications

2.1 Articles

2.1.2 Le droit des entreprises en difficulté à l'épreuve du Covid-19 : gel de l'état de cessation des paiements et moratoire, La Semaine Juridique Entreprise et Affaires n° 27, 2 Juillet 2020, 1261

2.1.3 Le gel de l'état de cessation des paiements : un bouclier efficace contre toute action en responsabilité à l'encontre du dirigeant ? La Semaine Juridique Entreprise et Affaires n° 26, 25 juin 2020, act. 434

2.1.4 Mélanges en l'honneur de Jean-Luc Vallens, Liber amicorum, éd. Joly, octobre 2017, *Le tribunal de la procédure collective en charge d'arrêter le plan peut-il connaître d'une demande en exécution forcée d'une convention de vote inexécutée ?*

2.1.5 Mélanges offerts à Mme le Professeur Pascale Bloch, éd. Bruylant, novembre 2015, *Le droit de vote des créanciers en droit des procédures collectives à l'épreuve de l'abus de majorité*

2.1.6 *Le prepack cession dans les procédures collectives*, Revue Lamy Droit des affaires Juin 2014, n° 94 p. 69 et s.

2.1.7 *Plaidoyer en faveur d'une conciliation à la majorité*, La Semaine Juridique Entreprise et Affaires n° 50, 12 Décembre 2013, 1688

2.1.8 *Le plan de sauvegarde et les accords de subordination : les atteintes aux droits des créanciers seniors*, Revue de Droit bancaire et financier n° 6, Novembre 2012, étude 27

2.1.9 *Le tribunal qui arrête un plan de sauvegarde écartant la subordination peut-il condamner les juniors à verser des dommages-intérêts aux seniors ?* Revue des procédures collectives n° 5, Septembre 2012, étude

2.1.10 *Question soulevée par un plan de sauvegarde écartant un accord de subordination : quel recours pour les seniors en cas d'atteinte à la propriété ?* Revue des procédures collectives n° 1, Janvier 2012, étude 5

2.1.11 *La mise en concurrence des procédures d'exécution civiles et commerciales (sort de la créance portant sur un bien mixte) :* Revue Lamy Droit des affaires, juillet-août 2011, n° 62, Etude

2.1.12 *Le traitement de la dette d'impôt sur le revenu de l'EIRL dans les procédures d'exécution civiles et commerciales (Dette d'impôt sur le revenu due au titre des salaires ou des bénéfices) :* Revue des procédures collectives n° 4 juillet-août 2011, Etude p. 24

2.1.13 *L'adaptation du droit du surendettement à l'EIRL : ordonnance n° 2010-1512 du 09 décembre 2010*, Revue de Droit bancaire et financier n° 1, Janvier 2011, étude 4 ; JCP éd. E, n° 6, 10 février 2011

2.1.14 *Les actions en responsabilité pour insuffisance d'actif et en extension s'appliqueront-elles à l'Entrepreneur Individuel à Responsabilité Limitée ?* Revue Lamy Droit des affaires novembre 2010, n° 54, Étude, 3121, p 53 et s.

2.1.15 *L'adaptation et l'articulation délicates des procédures d'exécution à l'EIRL (procédures collectives et surendettement)*, Revue de Droit bancaire et financier n° 5, Septembre 2010, étude 23

2.1.16 *A propos de quelques difficultés d'application de la loi de sauvegarde du 26 juillet 2005*, Petites Affiches n° 6 du 8 janvier 2007

2.1.17 *La correspondance à l'épreuve du monopole bancaire et de l'existence d'une cause licite*, Cahiers de droit des affaires des Petites Affiches n° 136 du 9 juillet 2009, p. 4 et s.

2.1.18 *La correspondance bancaire et le règlement Rome I*, Revue de Droit bancaire et financier n° 4, Juillet 2010, étude 19

2.1.19 *La réparation du trouble médiatique*, Dalloz n° 17 avril 2001, Chron. P. 1333

2.1.20 *Les garanties processuelles fondamentales des parties dans le mini-trial-Fundamental procedural guarantees of parties to a Mini-trial procedure :* Revue de Droit des Affaires Internationales d'août 2000, p. 599, article écrit en français et en anglais

2.2 Communications à un colloque

2.2.1 Intervention *Le droit commun des entreprises en difficulté et celui des défaillances bancaires et financières convergent-ils tous deux vers une éviction ou une limitation commune de l'intervention du juge ?* RDBF Nov.-déc 2014, in Actes du colloques « *Les défaillances bancaires et financières : un droit spécial ?* », publiés in RDBF Nov.-déc. 2014, (9 pages)

2.2.2 *Aperçu rapide de la gestion spécifique et administrative du risque des défaillances bancaires : justifications et cadre légal*, Gazette du Palais, 20 décembre 2014 n° 354, p. 7 (4 pages) in colloque *La prise de risque en droit des affaires, 15 octobre 2014, Maison du Barreau, Commission ouverte du Barreau de Paris Commercial et économique ;*

2.2.3 Intervention (non publiée mais mise en ligne) *Le droit des entreprises en difficultés - Quelle attractivité ? : quelques pistes de réflexion* mise en ligne sur : http://youtu.be/45fEC6R_SDM (12 pages) in colloque du 6 juin 2013 (LADEF) sous dir. Pr. Y. Chaput intitulé « *Le droit des entreprises en difficultés - Quelle attractivité ?* »

2.3 Notes d'arrêt

2.3.1 *Le commandement de payer n'est pas un préalable à l'action du bailleur en constatation de la résiliation de plein droit du bail fondée sur l'article L. 622-14 du Code de commerce* sous Cass. com. 9/10/2019/ 18-17.563, Les Petites Affiches, 31 décembre 2019 (9 pages), p. 6 à 15. Commentaire aussi consultable en ligne :

<https://www.actu-juridique.fr/affaires/entreprises-en-difficulte/le-commandement-de-payer-nest-pas-un-prealable-a-laction-du-bailleur-en-constatation-de-la-resiliation-de-plein-droit-du-bail-fondee-sur-larticle-l-622-14-du-code/>

2.3.2 *Quelle efficacité pour la cession Dailly en garantie intervenue en période suspecte ?* Commentaire sous Cass. com. 22/03/2017 15-15.361, Lamy Droit des Affaires juin 2017

2.4 Autres : Podcasts

•La recherche d'un équilibre de droit commun (8 mars 2013) :

http://epi.univ-paris1.fr/MEDIA130308170438511-130522174709-642/0/fiche___actualite/&RH=pod-005&RF=pod-005

•La subordination des créances (7 mars 2013) :

http://epi.univ-paris1.fr/MEDIA130308170200466-130522174746-498/0/fiche___actualite/&RH=pod-005&RF=pod-005